



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Coups-budgetaires-l-immigration-n-est-pas-epargnee>

Coups budgétaires : l'immigration n'est pas épargnée

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 25 novembre 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Depuis son arrivée aux commandes en avril dernier, le gouvernement libéral n'arrête pas de décréter des coupures budgétaires dans l'ensemble des services sociaux et particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Dans son obsession d'atteinte de l'équilibre budgétaire, le gouvernement Couillard ferait même des économies sur l'argent - attribué par le fédéral - destiné à l'intégration et à la francisation des immigrants. Déroutant pour le gouvernement du « parti des immigrants » !

Alors qu'il feigne vouloir sortir les nouveaux arrivants de la région montréalaise en les incitant à s'installer en région, le gouvernement Couillard vient d'être interpellé, depuis la ville de Lévis, par le RORIQ¹, sur le sous-financement du programme de régionalisation qui démontre, selon cet organisme, le désintérêt du Premier ministre pour « le développement des régions dont la plupart sont confrontées au vieillissement de la population, de l'exode des jeunes et de la pénurie de main-d'oeuvre ».

Au mois d'octobre déjà, la TCRI 2 qui regroupe quelques 142 organismes intervenant auprès des personnes réfugiées, immigrantes et sans statut au Québec ainsi que le ROFQ 3 qui représente 57 organismes oeuvrant dans le domaine de l'intégration sociolinguistique des personnes immigrantes au Québec avaient vivement dénoncé les coupures budgétaires et le « détournement » par le gouvernement libéral d'une partie des transferts fédéraux destinés à l'intégration et à la francisation des nouveaux arrivants.

Les trois organisations représentent pratiquement l'ensemble des ressources qui se rendent disponibles sur le terrain pour accompagner les nouveaux arrivants dans le processus de leur installation au Québec.

Il faut rappeler que, suite à la signature de l'accord Canada-Québec en 1991, le fédéral s'est retiré des services d'accueil et d'intégration linguistique et culturelle offerts aux résidents permanents qui s'installent au Québec et du programme d'information et de placement à l'intention des immigrants. Ce retrait est compensé par le versement au Québec d'un montant, indexé annuellement, couvrant le coût de ces services. Selon les termes du même accord, le Canada garde la responsabilité des services relatifs à la citoyenneté et conserve son droit d'offrir aux citoyens canadiens des « services reliés » au multiculturalisme et même de promouvoir celui-ci, sans restriction.

Les transferts du fédéral représentent, cette année, la somme de 320 millions de dollars et le Québec collecte, en plus, environ 50 millions de dollars principalement en frais d'étude de dossiers des candidats à l'immigration qui souhaitent s'installer au Québec. Les montants reçus sont ensuite redistribués à quatre ministères qui offrent des services aux nouveaux arrivants (MIDI, MESS, MELs, MSSS) 4. Le volet francisation accapare à lui seul la somme de 144 millions de dollars soit plus de 38 % du montant total (Transferts fédéraux et frais de traitement de dossiers).

Selon la TCRI et le RQOFQ, le ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion a coupé lui seul 800 000 \$ dans le programme Réussir l'intégration, 500 000 \$ dans le programme Mobilisation diversité et 2,2 millions \$ en francisation. Toujours selon ces deux organisations, Québec serait même la seule province à utiliser l'argent du CIC⁵, dédié à l'intégration sociale et linguistique, pour financer ses services sociaux, d'éducation et d'emploi publics et universels qui relèvent des provinces. Une partie de l'argent reçu serait utilisé pour absorber « les coûts systèmes de la fonction publique au détriment des services directs » aux nouveaux arrivants qui éprouvent pourtant bien plus de difficultés à s'insérer sur le plan professionnel qu'ailleurs dans le reste du Canada. Le gouvernement fédéral serait même très généreux avec son homologue québécois puisque le budget total de CIC, pour toutes les provinces (excepté le Québec), dédié à l'intégration sociale et linguistique des nouveaux arrivants est estimé à 600 millions \$ pour environ 200 000 nouveaux arrivants, par année, pendant que le Québec reçoit à lui seul 320 millions \$, pour environ 50 000 nouveaux arrivants.

Alors que le gouvernement avait déjà du rattrapage à faire pour réduire le taux de chômage, trop élevé, des

Coupsures budgétaires : l'immigration n'est pas épargnée

immigrants récemment arrivés, ces coupures n'augurent rien de bon pour leur intégration économique et sociale.

1. RORIQ - réseau des organismes de régionalisation de l'immigration (
2. TCRI - Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées, immigrantes et sans statut au Québec
3. ROFQ - Regroupement des organismes en francisation du Québec
4. MIDI - Ministère de l'immigration, la diversité et de l'inclusion
- MESS - Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale
- MELS - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- MSSS - Ministère de la santé et des services sociaux
5. CIC - Ministère de la citoyenneté et de l'immigration du Canada